

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

16 avril 2020

PLFR POUR 2020 - (N° 2820)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 406

présenté par  
Mme Ménard

-----

**ARTICLE ADDITIONNEL****APRÈS L'ARTICLE 5, insérer l'article suivant:**

I. – Le 3° de l'article L. 1381 du code général des impôts est ainsi rédigé :

« 3° Pour l'année 2020, seuls les bateaux utilisés en un point fixe et aménagés pour l'habitation, même s'ils sont retenus par des amarres. »

II. – Le 3° de l'article L. 1381 du code général des impôts tel qu'il résulte du I du présent article est abrogé au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

III. – La perte de recettes pour les collectivités territoriales est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour l'État, par la création d'une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Il s'agit d'exempter « les bateaux utilisés en un point fixe et aménagés pour le commerce et l'industrie » de la taxe Convention d'occupation du territoire (COT) prélevée par les Voies navigables de France (VNF).

La période de confinement porte préjudice à l'activité fluviale du canal du Midi. Essentiellement touristique, elle participe grandement à l'économie locale. Il s'agit donc de soulager les propriétaires de ces bateaux pour permettre à leurs entreprises de continuer à valoriser notre région.